

● (2230)

Cette surévaluation va avoir des répercussions extrêmement néfastes sur nos exportations et sur notre capacité de remplacer toutes ces quantités de machines, de marchandises lourdes et de produits finis que nous importons. Le ministre le sait bien. Lorsque le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Gray) était dans l'opposition, il n'a pas eu peur de le signaler. En réalité, le secrétaire parlementaire du ministre des Finances (M. Evans) était membre du comité chargé d'étudier les taux d'intérêt. Il était un des principaux partisans d'une politique de taux d'intérêt indépendante afin d'en arriver à un stade où le dollar vaudrait moins. Il est un peu moins loquace depuis qu'il est devenu secrétaire parlementaire du ministre des Finances.

**Une voix:** Il se tait.

**M. Rae:** Si c'est le remède qu'il proposait alors, pourquoi a-t-il changé d'avis maintenant qu'il peut agir? Le ministre prétend qu'en procédant de la sorte on provoquerait une recrudescence de l'inflation. Tout ce que je puis dire, c'est que nous avons admis qu'en faisant dévaluer le dollar, on pourra ralentir momentanément l'inflation à brève échéance. Je reviendrai là-dessus dans un moment.

Il y a lieu de se demander s'il ne serait pas préférable, à long terme, de relever le prix de certaines importations afin de favoriser l'expansion de notre économie. Cette expansion ne saurait avoir lieu si les taux d'intérêt sont élevés à un point tel qu'aucun manufacturier, qu'il soit canadien ou étranger, ne voudra investir dans le secteur secondaire canadien. Voilà le cercle vicieux qu'il nous faut à tout prix interrompre car il est insensé.

Il est peu logique de pratiquer des taux d'intérêt élevés quand l'économie ne fonctionne qu'à 75 ou 80 p. 100 de sa capacité. Il est ridicule de croire qu'on peut juguler l'inflation en relevant les taux d'intérêt, comme l'a fait le gouvernement. Il est absurde d'augmenter les taux d'intérêt au point que l'offre, devenant tellement restreinte, entraîne inévitablement une nouvelle inflation.

Pourquoi le secteur de la construction domiciliaire ou encore celui de l'agriculture connaissent-ils l'inflation? Beaucoup de mes collègues en savent plus long que moi sur l'agriculture. Toutefois, il suffit de comprendre les principes de base de l'économie pour savoir que si l'on restreint l'offre, l'agriculteur exigera inévitablement un prix plus élevé pour son produit. Par conséquent, le prix à la consommation en sera également plus élevé. Si l'entrepreneur en construction domiciliaire doit payer des taux d'intérêt plus élevés et qu'il ne peut plus se permettre de faire de nouvelles mises en chantier, au lieu de construire 15 maisons, il en construira dix, quitte à en exiger un prix plus fort.

C'est là une logique des plus simples et des plus élémentaires. Pourtant, d'après les génies financiers du monde entier, nous saignons le corps politique de la même façon que les médecins du Moyen-Âge saignaient les malades, et les taux d'intérêt élevés contribueront à enrayer efficacement l'inflation. C'est un point de vue absurde. Il est même complètement ridicule.

Le ministre qualifie nos positions de simples homélies économiques. Je veux bien faire des homélies, poser des questions, implorer le gouvernement, l'assourdir de discours, ou me résoudre à n'importe quoi d'autre pour que le ministre et le

### *La situation économique*

ministère des Finances reconnaissent enfin que la politique observée par le gouvernement et celle observée par la Banque du Canada sous le régime du gouvernement précédent auront pour seul effet celui de multiplier les difficultés que lui-même et la Banque du Canada prétendent vouloir régler. Nous essayons de faire valoir cet argument chaque fois que nous en avons l'occasion.

Je ne comprends pas que le ministre puisse affirmer qu'il existe une demande excessive dans l'économie qui est en quelque sorte génératrice d'inflation. Je ne comprends pas que certains fonctionnaires de son ministère puissent affirmer, lorsque nous avons une économie qui fonctionne entre 75 et 80 p. 100 de sa capacité, qu'un stimulant de l'économie sous forme de déductions fiscales aura un effet inflationniste. Cette affirmation est absurde.

Il est absurde de rejeter, comme le ministre l'a fait sous prétexte qu'elle est incontrôlable, l'idée d'une commission pour des prix équitables qui permettrait de traiter avec ces grandes institutions qui règlent les prix du marché. Le ministre est censé être un esprit avisé. Il sait que l'économie n'est pas une sorte de bazar mettant en présence des millions de vendeurs et des millions d'acheteurs. Il existe de nombreux marchés composés d'un nombre restreint de vendeurs. A moins d'avoir une institution gouvernementale permanente investie du pouvoir d'enquêter sur les prix et de les réduire lorsqu'ils sont injustifiables, le consommateur, le citoyen et le travailleur moyens ne sont pas protégés. Certaines conséquences sont alors inévitables, et le ministre les connaît: chacun s'efforcera d'apporter sa solution personnelle à un problème public. Les syndicats feront tous de leur mieux pour assurer leur protection. On assistera à une détérioration des relations industrielles ainsi qu'à une aggravation de la situation économique des travailleurs, du fait qu'ils chercheront à résoudre eux-mêmes le problème.

Le gouvernement doit être prêt à annoncer aux travailleurs qu'il est disposé à conclure un contrat social avec la population du Canada, à appliquer des mesures financières et fiscales afin de mettre un terme aux privilèges du petit nombre qui ne subissent pas les effets de l'inflation, à un système aberrant de plus-values en capital ainsi qu'à une situation qui fait que nous avons la taxe somptuaire la plus faible de tous les pays membres de l'OCDE, à l'exclusion de l'Italie.

Le gouvernement doit accepter d'effectuer ces changements au bénéfice de la population canadienne. Il doit être disposé à faire preuve d'équité et à offrir aux pensionnés autre chose que les vaines exhortations du premier ministre qui leur recommande de dépenser un petit peu moins dans d'autres secteurs. Quelles dépenses voudrait-il que nous réduisions? Les voyages à l'étranger? Le premier ministre a une façon grotesque de s'adresser à la population du Canada.

Le ministre des Finances a d'autres devoirs que de rester simplement assis sur son siège lorsque nous venons à la Chambre pour essayer de lui arracher un indice de ce que pourrait être la véritable politique du gouvernement. Le peu d'empressement qu'il a eu à se lever ce soir était symptomatique de son peu d'empressement à défendre les mesures gouvernementales n'importe où au Canada.

**M. Rose:** Vous ne pouvez pas l'en blâmer.